

La France doit-elle se résoudre à aller au bout de la logique de la guerre contre le terrorisme ?

écrit par Christine Tasin | 15 juin 2016



Fort intéressant article paru sur Atlantico, bien que l'on y lise que les musulmans pourraient et devraient se battre contre le terrorisme à nos côtés ce qui n'est pas possible quand il s'agit de vrais musulmans, pas de personnes de "culture musulmane".

Extraits.

[...]

Est-ce que nous gagnerons cette guerre par la conjonction d'un durcissement du droit et des forces policières ? Non, nous ne gagnerons pas en mettant un policier derrière chaque Français, ni en limitant chaque jour davantage nos libertés. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas augmenter les effectifs de la police, ou donner des moyens juridiques d'intervention supplémentaires. Mais déjà, appliquons ce qui existe déjà.

Néanmoins, il est clair qu'il n'est pas normal que nous ne prenions pas au sérieux cette guerre menée sur notre sol, que nous relâchions des gens qui menacent la sécurité des Français, qui tiennent des propos ouvertement salafistes, qui ont des comportements salafistes, qui sont fichés S pour islamisme radical, qui soutiennent

les terroristes.

Les individus qui soutiennent ceux que combattent nos troupes sont nos ennemis. En termes juridiques, ces individus, qui ont fêté les attentats par exemple comme on le vit à la maison d'arrêt de Villepinte qui était en liesse après les attentats contre la supérette casher et le journal *Charlie*, commettent des actes de trahison. Le code pénal est clair dans ses articles 411-2 à 411-11. Ils doivent être sanctionnés. Il est anormal que l'on utilise pas ces textes légaux, le laxisme devient chaque jour lus insupportable. La question n'est pas de supprimer la liberté dans ce pays, mais lorsque des gens sont complices de ceux que l'on combat, il faut les punir et les mettre hors d'état de nuire.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que le Conseil d'Etat ou une autre institution judiciaire ne permettraient pas de neutraliser os ennemis comme le fait l'actuel ministre de la justice. Il faut que ceux qui nous gouvernent, malheureusement plus souvent gestionnaires type ENA, que politiques, apprennent que la société n'est pas au service du droit mais que c'est le droit qui est au service de la société. Et qu'un Etat de droit n'est pas un Etat qui permet le viol des libertés, en particulier de la première d'entre elles, la propriété et la sécurité de son corps, le droit à la vie, mais qu'il est là pour l'assurer. Si les textes ne le permettent pas, il faut changer les textes. Si des institutions telle que le Conseil d'Etat ne le permettent pas il faut changer les institutions. Précisément l'Etat de droit, c'est l'Etat de la vie selon un droit conforme à la protection de nos libertés.

Nous manquons au niveau politique d'un Georges Clémenceau qui rappelons le, avait réprimé très sévèrement les gauchistes de l'époque, qui prétendaient pouvoir saboter les forces militaires françaises. Nous manquons d'un général de Gaulle qui, à la libération, avait puni sévèrement ceux qui avaient collaboré avec l'ennemi. Ceux qui publient des tweets exprimant leur sympathie avec l'Etat islamique, celles qui portent le niqab, sont eux-aussi dans un processus de trahison. Il faut agir, au moins avec le droit et les forces existants.

[...]

Les auteurs des actes terroristes commis dans les Yvelines et à Orlando étaient soit connus soit avaient suscité l'attention des services de renseignements, sans que ces derniers n'aient pu les arrêter.

Par leur histoire faite de violences, parfois extrêmes, les sociétés européennes donnent parfois l'impression de craindre un retour aux "*heures les plus sombres de l'Histoire*". Cette crainte, légitime, ne serait-elle pas également un frein à la mise en place de solutions permettant de protéger les populations occidentales, ce qui semble tout aussi légitime ?

Yves Roucaute : Les sociétés européennes n'ont pas une histoire plus violente que celle des autres civilisations.

Il suffit de songer au Biafra, à l'opposition des Hutus et des Tutsis, aux conflits au Japon, en Chine, en Indonésie, dans la Corne d'Afrique. C'est même le contraire qui est vrai : rapidement les sociétés européennes ont régulé leurs pulsions de mort, elles ont d'ailleurs inventé le droit international jusque dans la guerre, les tribunaux internationaux.

A l'inverse, ce qui est vrai, c'est que nous avons castré les populations occidentales, de l'Ouest européen en particulier. On les a forcées à accepter un travestissement de leur histoire, une culpabilisation incessante, l'accusation de colonisation et d'esclavagisme, qui étaient pourtant le lieu commun et auxquels elles ont les premières mis fin. Le politiquement correct leur a fait maudire leur civilisation et leur histoire.

Et c'est pour cela que notre société a été aussi molle contre ces ennemis qui tuent nos concitoyens ou qui s'en réjouissent. Clémenceau les aurait fusillés, et si je ne sais pas si c'est la bonne chose à faire, ce qui est sûr c'est qu'à partir du moment où des individus soutiennent des ennemis, il est normal que nous les sanctionnons et les neutralisons.

Le pays n'a pas à craindre de revenir aux "*heures les plus sombres*". Le problème est que nous n'avons plus, les Européens mais surtout les Français, la culture de défense du territoire. Nous avons baissé notre garde. La France a pourtant une longue tradition de protection de ses frontières, de protection de sa culture. C'est pourquoi il est étrange que mille ans d'histoire aient été autant affaiblies par 40 ans de politiquement correct. C'est d'ailleurs aussi vrai aux Etats-Unis, dans certains Etats. Or, une France moralement désarmée est fissurée. Face aux ennemis qui pénètrent par ces failles, elle n'est plus capable de défendre ni son territoire ni sa sécurité, et elle n'est pas capable de dire ce dont elle veut et ce dont elle ne veut pas. Par exemple, la propagande djihadiste dit sur internet aux individus fragiles que la France est raciste et antimusulmane, qu'elle est colonialiste. Et le

politiquement correct écrit dans ses manuels que la France est colonialiste. Et la gauche intellectuelle dénonce le racisme dès que l'on parle de nation, et d'islamophobie dès que l'on demande le respect des droits individuels et de la laïcité. Elle crédibilise la propagande djihadiste. Sans même évoquer sa façon de justifier l'antisémitisme de cette propagande, en prétextant le refus du sionisme et en montrant Israël comme une dictature et les juifs comme des fauteurs de guerre et des assassins des Palestiniens. Comme si les Palestiniens étaient un bloc, entre chrétiens, partisans du Hamas, musulmans démocrates etc, voulaient de tels porte-parole ? Comme si le Soudan, le Yémen, l'Arabie Saoudite et des dizaines d'autres Etats qui sont de vraies dictatures, n'existaient pas. C'est évidemment l'antisémitisme qui guide l'extrême-gauche moins gênée par le Hamas et les dictatures que par Israël.

Laxisme, relativisme, entretien de la confusion, on ne dira jamais assez la responsabilité du politiquement correct dans la situation d'aujourd'hui. Nous payons aujourd'hui le relativisme issu de l'idéologie 1968.

Pourtant, il ne faudrait pas grand chose pour que la France redevienne forte, il suffirait qu'un leader politique affirme haut et fort que peu importent les origines, la couleur de peau, le sexe ou la religion, lorsque l'on naît ou vit dans un pays, des droits sont accordés mais aussi des devoirs. Et ceux qui ne veulent pas les respecter doivent être ou condamnés ou expulsés.

Virginie Sansico : Cette "crainte" est souvent instrumentalisée, et peut effectivement être un problème et empêcher de penser les problématiques actuelles. Le parallélisme inepte entre l'antisémitisme des années 1930 et "l'islamophobie" fait partie de ces paresse intellectuelles. L'antisémitisme est un terme inventé par les antisémites du XIXe siècle, qui revendiquaient leur idéologie. Les juifs des années 1930 étaient républicains, et ne formulaient aucune revendication ni politique ni culturelle. Et ils étaient ultra minoritaires, sans même un Etat juif pour référence politique... "L'islamophobie" est un terme inventé par des militants de l'islam politique, qui cherchaient ainsi à présenter comme "raciste" toute forme d'opposition (républicaine, laïque, etc.) à leurs revendications sans cesse grandissantes et soutenues par certains Etats musulmans. On est dans deux histoires bien différentes. Cette pression exercée sur le débat public et la crainte permanente de l'amalgame "islamophobe" empêche très certainement de penser la radicalisation : si évidemment l'immense majorité des musulmans rejettent toute forme de violence, 100% des djihadistes se revendiquent de l'islam... Des figures

musulmanes actuelles tentent aujourd'hui d'affronter cette réalité, et il faut les soutenir.

[...]

Yves Roucaute : Il nous faudrait bien sûr un Patriot Act à la française. Va-t-on indéfiniment joué la carte de l'exceptionnalité, de l'état d'urgence ? La guerre va être longue. Si nous avons déjà un énorme attirail juridique, nous souffrons en France de deux choses : d'une absence de volonté de mettre hors d'état de nuire ceux qui sont coupables de trahison, mais aussi de notre incapacité à lutter avec les armes de l'Etat de droit.

En clair nous manquons de contrôle pour préserver la liberté, et dans le même temps, nous souffrons d'un manque d'outils pour réprimer ceux qui sont coupables de trahison ou de menée criminelles contre notre pays.

Aux Etats-Unis, il existe une cour de justice indépendante du pouvoir politique pour veiller au respect des libertés individuelles dans l'application du Patriot Act, le FISC. En France, les bureaucrates qui gouvernent préfèrent la justice administrative, plus confortable pour l'exécutif, plus malléable, souvent aux ordres. Et ils naviguent à vue, avec une grande inefficacité. Il nous faut l'efficacité et le respect des droits.

Accepterions nous que des gens portent des croix gammées, usent du salut nazi quand ils se rencontrent ou chantent des chants nazis ? Enfermons les fiches S jusqu'à la fin du conflit, vingt ans si nécessaire, frappons durement les comportements et les propos djihadistes, en particulier dans la rue et sur les réseaux sociaux.

De quoi avons-nous peur ? Voir nos fils et nos compagnes égorgés ne nous fera pas tenir debout ? C'est la volonté qui manque.

[...]

Lire l'ensemble ici :

<http://www.atlantico.fr/decryptage/france-doit-elle-se-resoudre-aller-au-bout-logique-guerre-contre-terrorisme-et-quel-prix-pour-notre-etat-droit-yves-roucaute-2734109.html/page/0/1>